

Revue de la
**POLITIQUE
MONDIALE**

PREMIERE ANNÉE, NUMERO 14

BEOGRAD, LE 6 DECEMBRE 1950

A PROPOS DU «RUSSOPHILISME» DES PEUPLES
YOUGOSLAVES ET DE LEURS «TRADITIONS
RUSSES» (Vladislav Ribnikar)

LES CHINOIS EN COREE ET A LAKE SUCCESS

LA VIE DE LA YOUGOSLAVIE SOCIALISTE:
CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE DES
OUVRIERS ET LE PRINCIPE DES SALAIRES
«A CHACUN D'APRES SON TRAVAIL»

NOS COMMENTAIRES:

A LA SESSION DE L'ASSEMBLEE EUROPEENNE
A STRASBOURG

LES PARADOXES DE VARSOVIE

COMPLICATIONS AUTOUR DE L'ARMEMENT DE
L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE

RAPPORTS ANGLO-EGYPTIENS

MISSION DE GORDON GRAY

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA
PROPAGANDE:
DEFINITION COMINFORMISTE DE TERME «TRIBUNE LIBRE»

LETTRES A LA REDACTION:
L'APPORT DE MONSIEUR GREGOR

REDACTEURS: DOUCHAN TIMOTIEVITCH ET ZDRAVKO PETCHAR

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

LA REVUE A LE CARACTERE D'UNE
TRIBUNE LIBRE ET PUBLIE LES
CONSIDERATIONS DES AUTEURS YOU-
GOSLAVES ET ETRANGERS SUR LES
DIVERSES QUESTIONS DE POLITIQUE
INTERNATIONALE

LA REVUE PARAIT DEUX FOIS PAR
MOIS

EDITEUR:
L'UNION DES JOURNALISTES
DE YOUGOSLAVIE

REDACTEURS:
DOUCHAN TIMOTIEVITCH
et
ZDRAVKO PETCHAR

SOMMAIRE

Nos commentaires:

LES CHINOIS EN COREE ET A LAKE SUCCESS	3
A LA SESSION DE L'ASSEMBLEE EUROPEENNE A STRAS- BOURG	4
LES PARADOXES DE VARSOVIE	5
COMPLICATIONS AUTOUR DE L'ARMEMENT DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE	6
RAPPORTS ANGLICO-EGYPTIENS	6
MISSION DE GORDON GRAY	7
LE VIET-NAM ET LA FRANCE	8
CIRCULUS VICIOSUS	8
A PROPOS DU «RUSSOPLILAS- ME» DES PEUPLES YOUGO- SLAVES ET DE LEURS «TRADI- TIONS RUSSES»	9
par Vladislav Ribnikar	
De l'ONU:	
M. VICHINSKY DIPLOMAT ET M. VICHINSKY COMMERÇANT	B. O. S. 13
La vie de la Yougoslavie Socia- liste:	
CLASSIFICATION PROFESSION- NELLE DES OUVRIERS ET LE PRINCIPE DES SALAIRES «A CHACUN D'APRES SON TRA- VAIL»	Z. Kraljevitch 14
A travers le brouillard de la pro- pagande:	
DEFINITION KOMINFORMISTE DE TERME «TRIBUNE LIBRE»	D. T. 15
Lettres à la rédaction:	
L'APPORT DE MONSIEUR GRE- GOR	16

Collaborateurs de ce numéro:

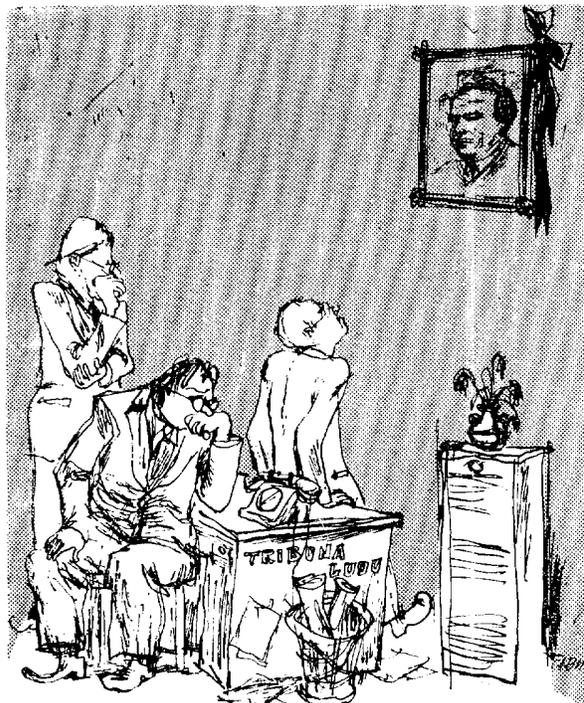
Vladislav Ribnikar, président du Comité pour la Cinématographie auprès du Gouvernement de la République Fédérative Populaire de la Yougoslavie, député parlementaire et publiciste, directeur du quotidien avancé «Politika» à partir de 1924 jusqu'à présent. Pendant la guerre il fut vice-président et homme de confiance pour les informations auprès du Comité National pour la Libération de la Yougoslavie, qui fut fondé en 1943 lors de la deuxième réunion de l'AVNOJ (Assemblée Antifasciste de la Libération Nationale de la Yougoslavie) à Yaicé. Après la libération, en 1945, il fut nommé ministre de l'Instruction auprès du Gouvernement de la Yougoslavie Fédérative Démocrate, puis vice-président du Comité pour la Culture et l'Art. Il fut membre de la Délégation yougoslave lors de la troisième réunion de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New-York en 1947 et membre du Comité pour les droits de l'homme. En 1948 il fut chef de la Délégation yougoslave à la Conférence pour la liberté des informations à Genève. Il fut aussi chef de la Délégation yougoslave à la Conférence d'UNESCO à Paris et à Florence.

Vassilié Kraljevitch, rédacteur suppléant de la rubrique interno-politique de l'organe du Parti communiste de Yougoslavie, — «Borba».

Autres collaborateurs: le collège des rédacteurs et divers membres de la Fédération des Journalistes de Yougoslavie.

LA TERREUR

Les autorités yougoslaves ont mis en liberté l'ex-ministre du Gouvernement Fédéral de Yougoslavie, Sreten Jouyovitch. Après cela il a adressé sa déclaration à la rédaction de l'organe du Parti communiste de Yougoslavie, — «Borba». Aussitôt après sa déclaration, la presse kominformiste commença à prétendre qu'il avait été tué, et fit sa nécrologie. A la conférence pour la presse devant plus de 40 journalistes étrangers et du pays, en démentant les confirmations kominformistes, Jouyovitch a déclaré: «Je me suis trouvé dans la situation d'attester que je suis vivant!»



CE N'EST PAS ASSEZ QU'ILS L'ONT TUE PAR TRAHISON,
MAIS ILS LE CONTRAIGNENT ENCORE DE SE PRONON-
CER PUBLIQUEMENT DANS LES CONFERENCES
(«Jež» — Beograd)

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

NOS COMMENTAIRES

LES CHINOIS EN COREE ET A LAKE SUCCESS

LES premières interventions de la délégation de Mao Tzé Tung à Lake Success ont été accompagnées par l'orchestre de plus de 200.000 fusils et d'un nombre correspondant d'autres armes. Evidemment, ce n'était pas une chose fortuite. En réalité, il ne s'agissait pas seulement d'un effet théâtral, mais des raisons beaucoup plus profondes. Tout ceci est d'une plus grande importance.

Les commentaires parus dans un grand nombre de pays reflétaient ces derniers temps le profond mécontentement ressenti à l'égard du général McArthur, parce qu'il avait annoncé, à la veille de l'arrivée de la délégation chinoise, son « offensive pour mettre fin à la guerre en Corée ». Il semblait à beaucoup de personnes, — en effet, au premier moment on pouvait avoir cette impression — que cette offensive avait aggravé les rapports, en détruisant en même temps la situation favorable à Lake Success, à la veille de l'arrivée de la délégation de Pékin.

Cependant, avec le temps, n'importe qui pouvait s'apercevoir que le général McArthur, qu'il le voulait ou non, n'était pas en mesure tout simplement de détruire cette « situation favorable » à Lake Success, et ceci pour une raison très simple, c'est qu'une telle situation favorable n'existait pas.

La délégation de Pékin se présenta aux Nations Unies avec un très long discours, préparé d'avance et écrit bien avant les déclarations fanfaronnes du général McArthur et

les promesses irréelles qu'il avait faites. Le général Wu ne s'était même pas efforcé d'apporter quelques adaptations à son discours, ni d'utiliser l'action du général McArthur aux fins de propagande.

D'autre part, la situation sur le front avait assez clairement démontré que l'offensive chinoise n'était pas une action improvisée mais une entreprise militaire bien réfléchie et préparée depuis fort longtemps. En d'autres termes, la première offensive chinoise, qui avait des objectifs limités, n'était que la préparation et l'introduction à cette action de grande envergure, dont la préparation commença au moment où l'intervention chinoise en Corée fut décidée.

C'est à cette lumière qu'il faut juger l'action combinée des Chinois à Lake Success et en Corée. L'illusion qu'on avait eue que les Chinois sont venus à Lake Success pour entamer les négociations sur la base de la défaite russe en Corée et pour recevoir les conditions s'avéra comme l'expression de la naïveté et d'un jugement plutôt superficiel de la situation de la part de certains milieux dans le monde.

Lorsque l'action des Nations Unies fit échouer la tentative d'utiliser les aspirations révolutionnaires du peuple de la Corée du Nord (et du Sud) pour déplacer, grâce à la force des armes russes, la ligne de démarcation des sphères d'influence du 38 parallèle au déjà des rives méridionales de la Corée, l'URSS se trouva dans une situation défavorable. L'incorporation de la Corée

entière dans la sphère d'influence russe ne pouvait être réalisée par les forces que la politique russe pouvait frauduleusement mobiliser en Corée, en leur fournissant les armes et les instructeurs russes. Il fallait passer au degré supérieur de l'intervention.

La débâcle de la campagne nord-coréenne dans le Sud ne pouvait être corrigée que par l'intervention directe d'un des pays voisins. La Chine s'était chargée de ce rôle et l'objectif de son action ne pouvait être que celui poursuivi par les troupes de la Corée du Nord, lorsqu'elles avaient traversé le 38 parallèle.

Le conflit en Corée s'en est trouvé encore plus aggravé, non seulement parce que l'armée d'intervention représentait la plus grosse partie de l'armée nordiste, c'est-à-dire non seulement parce qu'on avait passé de la livraison des armes aux envois des troupes, mais encore parce que la Chine avait directement intervenu dans le conflit. D'un côté, la guerre en Corée avait acquis un caractère grave au point de vue militaire, tandis que, de l'autre, elle s'était élargie au point de vue politique, grâce à l'intervention de la Chine dans le conflit. En vérité, la Chine n'entra pas ouvertement dans la guerre, mais elle se ménagea les positions lui permettant de faire figure de partenaire actif dans la discussion politique. La Chine avait acquis le « droit » de participer dans la recherche de la solution du problème coréen et ce droit lui fut reconnu aussi par la résolution des six puissances, à laquelle la Russie avait

NOS COMMENTAIRES

opposé son veto et qui reconnaît explicitement les droits de la Chine dans la région frontalière de la Corée.

Cependant, il est difficile de croire que le Gouvernement de Pékin puisse se contenter de ces objectifs limités. L'activité de la Chine dans d'autres régions de l'Asie fait ressortir clairement que le Gouvernement de Pékin s'était fixé des objectifs assez étendus dans l'Asie et qu'il adopte de plus en plus l'attitude du représentant de la politique de grande puissance sur «son» continent.

La question qui se pose habituellement à ce sujet, notamment celle de savoir dans quelle mesure tout ceci est le résultat de l'initiative chinoise et dans quelle mesure doit être considérée comme la conséquence de l'action de l'URSS poussant la Chine dans cette voie, n'a pas de loin l'importance qu'on lui attache d'habitude. Même en supposant, par exemple, que la Chine n'est rien d'autre que l'instrument de la politique russe dans l'Asie, en s'engageant dans cette voie, devient nécessairement le représentant de cette politique.

Ce qui est plus important et plus direct, c'est la question de savoir de quelle manière arriver à la liquidation du conflit armé en Corée?

Sur les pages de cette revue on avait déjà émis l'opinion que toute tentative pour trouver une solution par l'établissement d'une nouvelle ligne de démarcation entre les sphères d'influence en Corée n'est pas susceptible d'assurer l'apaisement nécessaire. Ceci fut confirmé par les derniers événements en Corée et le cours de la discussion à Lake Success.

On avait dit également que la question coréenne ne peut être résolue par l'emploi des armes. Au point de vue militaire, la Corée représente un front étroit et un champ d'opérations de second ordre. Cependant, les deux parties en cause sont pratiquement en mesure d'approvisionner le front par l'envoi des troupes et du matériel de guerre en quantités illimitées. L'anéantissement de la force vivante et l'épuisement des ressources matérielles d'une des parties ne peuvent être non plus pris en considération. En d'autres termes, les opérations en Corée, avec les avances et les reculs intermit-

tents, peuvent se prolonger indéfiniment. Bien entendu, tout ceci suppose la localisation des combats en Corée.

De plus, le prolongement de cet état de choses et les succès momentanés d'une partie ou de l'autre, provoquent l'afflux des troupes nouvelles et l'envoi du matériel de guerre nouveau dans le but de rétablir l'équilibre sur le front. A présent, les troupes que les deux parties en cause ont déjà engagées en Corée, sont plusieurs fois supérieures en nombre et en matériel aux troupes engagées au cours des premières semaines de combat. D'ailleurs, le refoulement d'une armée ou de l'autre du territoire de la Corée ne pourrait pas être la source de l'apaisement, mais plutôt d'un danger plus grave de l'élargissement du conflit.

La liquidation du conflit coréen par des moyens pacifiques dans l'esprit de la Charte des Nations Unies paraît assez peu vraisemblable à la lumière des combats de plus en plus acharnés sur le front. Cependant, si dur que cela paraisse aux Russes et au Gouvernement de Pékin, ils ne peuvent pas se rendre compte que la réalisation de l'objectif initial, qui est l'occupation de la Corée entière, ne peut être atteinte par une action armée locale. Sans égard aux objectifs militaires de l'offensive chinoise ou, plus exactement, de la campagne militaire chinoise en Corée, l'effet politique de cette campagne, calculée pour qu'elle coïncide avec l'intervention de la délégation chinoise à Lake Success, devait être utilisé, sans doute, comme menace et chantage.

Par conséquent, la condition préalable du règlement de la question coréenne consiste, en premier lieu, dans la nécessité pour les Nations Unies de continuer à résister résolument à toute tentative de se servir de l'action agressive ou du chantage pour imposer les conditions du règlement d'un problème politique. En même temps, c'est un devoir pour ceux qui participent dans l'élaboration et l'adoption des décisions à Lake Success, de ne pas identifier les intérêts du peuple coréen avec les intérêts de ceux qui se sont servis de son indignation justifiée contre la division de son pays en sphères d'influence. Avec cette attitude des Nations Unies, la tension accrue en

Corée et autour de la Corée peut devenir l'introduction au dénouement. Le danger réel ne peut apparaître que si la politique de concessions à l'agresseur prévaut dans les Nations Unies, ou bien si les Nations Unies s'engagent elles-mêmes dans la voie des négociations ayant pour objet la division en sphère d'influence. La Corée indépendante et démocratique n'est plus seulement la question d'intérêts du peuple coréen, mais elle devient aussi une des questions fondamentales du maintien de la paix mondiale.

La session de l'Assemblée européenne à Strasbourg

La deuxième partie de la session de l'Assemblée européenne qui a eu lieu à Strasbourg du 17 au 25 novembre, s'est manifestée dans le même sens sinon sous une forme plus accentuée de divergences à l'instar de la première partie de la session qui a eu lieu il y a quatre mois.

La session fut dominée par le conflit entre les délégués des partis au pouvoir en France, qui défendaient l'idée de la création d'une fédération européenne et d'une armée européenne et les délégués du Parti Travailleuse de la Grande Bretagne encouragés par les délégations des pays scandinaves. Les délégués britanniques s'opposèrent à la formation de tous forums quelconques de compétence extensive dont le pouvoir pourrait conduire même au renoncement partiel de souveraineté. Et comme résultat de ce conflit apparut le «ersatz» de la fédération européenne, manifesté dans une résolution visant la nécessité de la création des organes européens spécialisés (pour les transports, l'agriculture etc.), mais la décision finale dans cette question également doit être prise par le Gouvernement c'est-à-dire par la Chambre des Communes de chaque pays.

L'explication de l'attitude opiniâtre des représentants du parti gouvernant britannique il ne faut pas la chercher dans les principes traditionnels de la diplomatie britannique que: à chaque moment elle doit être libre afin qu'elle soit dans la possibilité d'avoir le choix dans la décision. «Car depuis le temps que

NOS COMMENTAIRES

ce principe dominait entièrement la politique extérieure de la Grande Bretagne» les rapports internationaux ont réellement changé et avec eux le rôle de la Grande Bretagne dans le monde. L'attitude «contre-fédéraliste» de la Grande Bretagne ne provient pas de ce principe anachronique d'aujourd'hui, bien que celui-ci agisse sans doute encore, ne serait-ce que dans des mesures très limitées. Les causes peuvent être beaucoup plus sûrement trouvées dans les paroles du ministre des Affaires Etrangères italien, Mr Sforza, qui, faisant appel à l'Assemblée d'adopter le principe de l'union fédérative européenne, a dit: «Les Etats-Unis nous ont demandé de nous unir...» Nous devons ajouter et l'incertitude: qui dans ce concert de l'Europe fédérative jouerait le premier violon et qui le deuxième.

Des résultats concrets n'ont pas été non plus obtenus concernant la création, pour ainsi dire, d'une armée européenne. On peut uniquement dire qu'un pas en avant a été fait dans le comportement envers l'Allemagne occidentale et avec la situation de ses forces dans le cadre de l'armée de l'Europe. L'attitude décisive et négative des délégués de l'Allemagne occidentale qui ont refusé toute participation de l'Allemagne occidentale dans la défense de l'Europe, si on ne lui reconnaît pas l'égalité en droits, a conduit à la résolution, qui, même avec beaucoup de limites et de garanties, souligne «qu'on ne doit faire aucune discrimination entre les puissances participantes». Cette armée européenne, naturellement, ne représenterait pas un facteur militaire indépendant, mais aurait comme devoir d'apporter son aide aux puissances militaires atlantiques.

Quoique les résolutions de l'Assemblée européenne n'aient qu'un caractère de recommandation, et par conséquent n'obligent personne, elles ne peuvent avoir qu'une petite influence sur les attitudes et résolutions des Gouvernements des pays et forums intéressés compétants de prendre des résolutions dont l'accomplissement est obligatoire pour les pays participants. La réunion du parlement européen, au moins dans la phase actuelle, trouverait sa raison d'être et son importance.

Les paradoxes de Varsovie

LE CONGRES Mondial des Partisans de la Paix» qui a eu lieu ces jours-ci à Varsovie, a débuté et terminé son travail sous un même symbole. Tous les préparatifs — comme ceux prétendus pour l'organisation du Congrès à Sheffield et ceux également opérés en vitesse à Varsovie — disaient clairement comme dans la Bible: nous sommes les partisans de la paix de l'Union Soviétique et ne reconnaissons d'autre paix que celle-là.

Les nombreux participants «élus» — à l'instar de ceux de la Hongrie, dont les visas d'entrée en Angleterre ont été demandés avant que les élections des délégués fussent effectués — déclaraient même avant le Congrès qu'il est clair aujourd'hui que la politique de l'Union Soviétique est la politique de la paix, et, par conséquent, aussi la politique du «Congrès même des Partisans de la Paix». Ils n'examinèrent pas si cette politique est au fait la politique de la paix. Est-ce, alors étonnant, que ce Congrès a exécuté et fini son travail en mettant au monde des avortons pleins de paradoxes.

«Nulle raison politique, stratégique ou économique — souligne l'article 4 de l'Appel du Congrès des Partisans de la Paix qui fut adressé à l'ONU — nul motifs qui sont en liaison avec la situation intérieure et les conflits intérieurs d'un pays quelconque, ne peuvent pas servir de justification d'une immixtion armée de n'importe quel Etat dans les affaires de n'importe quel autre Etat».

C'est ainsi dans l'Appel. Mais dans la note du Gouvernement soviétique — metteur en scène principal du Congrès de Varsovie — adressée au Gouvernement de la Yougoslavie le 22 août 1949, parmi les autres ordres «pacifiques» se trouvait celui-ci: «Dans sa note le Gouvernement soviétique fait connaître au Gouvernement yougoslave qu'il (le Gouvernement soviétique) ne se concilie pas avec de tels états de choses et qu'il se verrait contraint de recourir à d'autres moyens plus efficaces afin de protéger les droits et les intérêts des citoyens soviétiques en Yougoslavie et convier à l'ordre les brutes fascistes qui sont allés un peu trop loin».

N'est ce pas un paradoxe? Mais le Congrès entier de Varsovie est un paradoxe. Toutes les résolutions prises, les manifestes et les appels qui y ont été émis ne sont autre que les tentatives du Gouvernement moscovite et son appareil de propagande de mettre à nouveau à l'ordre du jour et de poser devant les peuples du monde les questions à cause desquelles le Gouvernement de l'Union Soviétique perdit honteusement son prestige.

L'Organisation des Nations Unies — le forum le plus compétent pour y mener la lutte pour la paix du monde, n'est pas assez accommodant pour les dirigeants de l'Union Soviétique. La paix soviétique n'est pas identique à la paix mondiale dont traite cette Organisation. Les paroles du représentant soviétique qui ne sont, comme selon une règle, pas conformes aux actes, y ont perdu chaque valeur. D'après cela il n'est pas étrange que «L'Appel» des partisans de la paix vienne au secours et demande une convocation le plus tôt possible des cinq grandes puissances. A. Vichinsky nommément a soumis la même demande à l'Organisation des Nations Unies il y a quelque temps.

«L'Appel» n'a omis aucune des manœuvres ratés du Gouvernement moscovite. Le jeu continu avec le sort du peuple coréen. La poursuite «qui est l'agresseur» doit ressusciter la proposition de l'Union Soviétique. L'anathème de la bombe atomique se trouve au premier plan. Tout est à sa place.

L'appel invite pathétiquement les peuples du monde disant: «Obligeons l'adaptation des lois punissant toute propagande de guerre.» Et pendant que 1.655 délégués du Congrès des Partisans de la Paix votent en faveur de «l'Appel» les postes de la radiodiffusion de l'Informbureau exhortent à travers l'espace les peuples yougoslaves à se soulever et d'avoir recours aux armes.

Le Congrès de Varsovie a dû seulement demeurer que comme une reprise manquée. Et pour cause. Artistes de peu de valeur, mauvais texte et ce qui est le pire le masque transparent. De la peau de l'agneau sortait le loup. Les phrases sur la paix à côté des actes témoignant des plus grands appetits d'agression des

NOS COMMENTAIRES

dirigeants de l'Union Soviétique ont seulement contribué à ce que les paradoxes de Varsovie ouvrent les yeux à beaucoup qui croyaient encore que «le Congrès des Partisans de la Paix» est le vrai champion de la paix et non pas le guide de la politique extérieure de l'Union Soviétique.

Complications autour de l'armement de l'Allemagne Occidentale

DEPUIS des mois les diplomates des pays de l'Ouest discutent sur l'armement de l'Allemagne occidentale. Au moment où il semblait qu'ils allaient s'entendre c'est-à-dire que leur accord n'était pas loin un facteur s'est immiscé dans la solution du problème qui d'après la règle, devait être décisif, mais qui, pour le moment à cause de sa position exceptionnelle, a seulement compliqué tout le problème. Ce facteur n'est autre que le peuple allemand lui-même. Il s'est prononcé contre l'armement dans les élections locales du mois passé, dans les régions de l'Allemagne occidentale, Wurtemberg-Baden, Hessen et la Bavière.

Ces élections ont montré clairement la disposition politique du peuple allemand ayant eu lieu dans trois contrées tout à fait différentes les unes des autres par la structure de la population, et au moment quand le problème de l'armement allemand attire sur lui l'attention mondiale et la prééminence de la publicité européenne. Le Parti social-démocrate de Schumacher a obtenu la majorité aux élections, ce qui, pour la première fois a imposé une défaite sensible au Parti gouvernant Chrétien du chancelier Adenauer. Les votants n'ont pas soutenus les aspirations ultra de la droite extrême, pas plus que la politique démagogique du Parti communiste kominformiste qui soutient aveuglement la politique de l'Union Soviétique, jetant dans ses urnes un nombre minimal de listes, moindre que jamais auparavant.

Le succès des social-démocrates s'explique par le fait qu'ils ont organisé une très vive campagne pré-électorale contre l'armement de l'Al-

lemagne occidentale, par contraste avec le Parti chrétien-démocrate, qui n'est pas sorti avec de telles paroles. Schumacher, représentant l'attitude de son parti, exprima la crainte par ces paroles: que la militarisation de l'Allemagne réveillerait l'esprit militaire dans l'âme du peuple au détriment de la démocratisation du pays et son développement futur dans ce sens. Les moments politiques internes influent particulièrement une telle attitude — tendances contraires au Parti gouvernant des démocrates chrétiens et dont le chef, le chancelier Adenauer, a consenti au réarmement.

Cependant, Schumacher, au fond prend une attitude semblable à celle d'Adenauer. Il met seulement en évidence les conditions, que Adenauer, à cause de sa position délicate (président du Gouvernement dans un pays occupé) n'est pas dans la possibilité de poser ouvertement. Comme l'indemnité pour la participation des Allemands dans le système de défense des pays de l'Europe occidentale, Schumacher exige que l'Allemagne y participe comme partenaire égal en droit, et ensuite la reconnaissance de la souveraineté de l'Etat allemand, l'abolition du statut d'occupation, et une file d'autres obligations de l'Allemagne envers les puissances occupantes. Ensuite il blâme les puissances occidentales de leur rapport insincère envers le peuple allemand. Adenauer pose des conditions semblables, mais c'est bien difficile pour lui d'agir si ouvertement à cause de la position qu'il occupe, plus difficile qu'au chef de l'opposition Schumacher qui n'a pas besoin d'osciller entre l'intérêt du peuple et les exigences des puissances d'occupation.

Une chose est claire. Les élections ont montré que le peuple allemand n'est pas d'accord avec la position dans laquelle les autres veulent le mettre contre sa volonté. Ces élections sont d'après cela très caractéristiques, parce que leur résultat exprime clairement le voeu du peuple allemand pour plus de liberté et le refus d'être un instrument dans la lutte des grandes puissances.

Rapports Anglo-egyptiens

LE président du Gouvernement égyptien, Nahaz Pacha, qui, en 1936, ratifia l'entente anglo-égyptienne, par laquelle la souveraineté de l'Egypte fut reconnue, sous condition que la Grande Bretagne maintiendrait ses troupes dans la Zone de Suez jusqu'en 1956, ne cacha jamais, qu'il insisterait, dès son arrivée au pouvoir, pour que l'évacuation des troupes britanniques s'effectuât, et que l'indépendance entière et la souveraineté de l'Egypte soit rétablies. Un séjour constant des troupes étrangères, même quand ce sont des troupes alliées n'a jamais, ni nul le part, été un sujet d'enthousiasme pour le pays dans lequel ses troupes s'étaient établies. C'est encore moins le cas, quand il s'agit des troupes, qui dans le cours de l'histoire ont été souvent le moyen de pression ouverte et d'intervention dans les affaires intérieures. Pour cela l'attitude du parti Vafdistique, dont la popularité fut acquise dans la lutte contre l'immixtion britannique, malgré qu'il y eut, et pas longtemps encore, des cas où elle était réellement l'arme de cette immixtion, cela difficilement peut étonner quelqu'un. Les Anglais eux-mêmes reconnaissent que les Egyptiens soutiennent énergiquement ces exigences, ce qui, entre autre chose, est la cause de leur attitude condescendante mais en réalité résolue.

Pour la Grande Bretagne même, l'abandon de l'Egypte signifierait la perte du noyau de la situation stratégique dans le Moyen-Orient, lequel serait impossible de remplacer complètement. Elle accepterait difficilement le retrait de cette situation, même si les temps étaient moins orageux qu'ils ne le sont actuellement, et s'il s'agissait d'amis de confiance. Cela aujourd'hui entre encore moins en considération. Cependant la situation internationale actuelle est bien venue pour la Grande Bretagne, en lui simplifiant de refuser les exigences égyptiennes, qui, à en

NOS COMMENTAIRES

juger par tous les points de vue, jouissent de la sympathie d'une grande puissance — Les Etats-Unis. Ce que la Grande Bretagne offre à l'Egypte — une alliance dans le but d'une défense commune dans laquelle participeraient éventuellement d'autres pays intéressés, rédigée en principal sur l'échange formel de status quo pendant que les positions réelles britanniques souffriraient quelques changements de peu d'importance.

Sous de telles conditions on trouvera difficilement la solution qui satisfierait les deux côtés. Et puisque l'Egypte n'est pas dans la possibilité de réaliser ses désirs autrement que par des moyens de négociation ce contrat peut être changé ou annulé sans élément avec le consentement des deux parties, la crise aiguë actuelle des relations anglo-égyptiennes passera, le plus probablement par une solution provisoire, dans un état latent, pendant lequel l'Egypte attendra un moment plus propice.

La Grande Bretagne est encore plus résolue dans son refus concernant la deuxième exigence égyptienne. Elle est aidée dans cette question non seulement par la situation actuelle internationale, mais encore par le soutien que lui apportent certains qui ont refusé de reconnaître à l'Egypte le droit de décider de leur destinée et le réclament pour elles mêmes.

A cause de cela, les négociations qui ont lieu en ce moment à Londres et au Caire touchant ces questions et dans lesquelles le problème de la demande de la livre sterling égyptienne tient la place principale, peuvent très facilement trouver un moyen pour mettre fin à la crise actuelle de manière que le fondement du status quo reste le même et permette en même temps aux deux parties de garder leur prestige annonçant les cessions sur des questions d'une moindre importance.

Mission de Gordon Gray

L'ex-ministre du Gouvernement des Etats-Unis et président de l'Université de la Caroline du Nord, Gordon Gray, a séjourné en Europe en mission spéciale, avec le devoir de soumettre au Président Truman un compte rendu suivi des recommandations au point de vue de la politique économique future des Etats-Unis. A l'heure actuelle ce compte rendu est public. Bien qu'il n'ait pas un caractère officiel, et par conséquent, ne représente encore pas l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis, il est d'une haute portée tout de même, étant donné qu'il contient les opinions et les tendances qui se différencient en quelque sorte des conceptions défendues par certains milieux dirigeants aux Etats-Unis.

Avant tout, Mr Gray préconise la continuation de l'aide américaine à l'étranger même après l'accomplissement du Plan Marshal et non pas en but de réaliser certaines fins économiques, étroitement déterminées, mais avec l'intention de renforcer l'économie de certains pays bénéficiaires. C'est-à-dire qu'il ne faudrait pas s'attendre à des résultats immédiats et à une prompte rentabilité économique des octrois effectués, mais à des avantages en perspective pour l'économie mondiale dans son ensemble.

Mr Gray n'oublie pas non plus, cela s'entend, le renforcement du potentiel militaire des pays bénéficiaires de ladite aide.

Dans son compte rendu, Mr Gray prête une attention spéciale aux pays insuffisamment développés. Dans ses recommandations, soumises au Président Truman, il prévoit les emprunts de la Banque Internationale et de la Banque pour l'export et l'import pour des montants annuels élevés, ainsi que les donations et l'aide technique dépassant 3 ou 4 fois les sommes accordées en 1950. Il souligne surtout la nécessité d'octroyer les aides par l'intermédiaire des institutions d'Etat et internationales.

C'est rare qu'un politicien actif des Etats-Unis s'engage à tel point pour la libération de la politique d'importation américaine, comme l'a fait Mr Gray, en exigeant que les Etats-Unis mettent en ap-

plication les principes qu'ils émettent avec tant de ténacité envers les autres pays. En ce sens il recommande les changements de longue portée dans la politique actuelle du commerce et dans l'appui non-justifié des intérêts de certaines groupes de producteurs américains, mais exige, en même temps, que les pays européens fassent les plus grands efforts pour abolir tous les obstacles dans les échanges et les paiements mondiaux.

Bien que nous ne sachions pas quelle réception sera faite aux recommandations de Mr Gray par la publicité américaine et par des facteurs influents dans les partis politiques, il est hors de doute que les recommandations faites par Mr Gray influenceront dans la plus grande mesure à la formation de la politique économique future des Etats-Unis envers l'étranger. Les tendances capitalistes d'Etat résidant dans le fond de la politique du Gouvernement des Etats-Unis, et le capital monopolisateur même comme tel, prédestine nécessairement la continuation de la politique d'octroi d'aide, d'emprunts, de collaboration technique etc. étant donné que c'est toujours, dans des conditions existantes du développement inégal du capitalisme, une des formes les plus opportunes pour mettre à profit le potentiel économique du pays et maintenir jusqu'à certain point le mécanisme de l'économie capitaliste mondiale.

La lettre que le Président Truman a adressé ces jours-ci à Nelson Rockefeller devant élaborer les propositions pour l'application de l'article quatre du Programme Truman, prévoyant la collaboration technique dans les pays insuffisamment développés, est la preuve la plus convaincante de cela. Ce point est qualifié dans la susdite lettre «d'une importance vitale pour aboutir à nos buts au point de vue de l'extension de l'économie mondiale et l'édification de la sécurité du monde libre.» Dans la suite de sa lettre Truman soutient d'une manière ouverte les recommandations du Mr Gray. Il dit: «Vous formulerez vos recommandations à la lumière de l'analyse de l'ensemble de notre politique d'économie extérieure, qui se trouve dans le compte rendu de Gray».

NOS COMMENTAIRES

Le Viet-Nam et la France

BIEN que le conflit de Corée ait dans la pénombre les événements qui se jouent au Viet-Nam, ceux-ci méritent de retenir l'attention. Depuis le moment où les unités de la Corée du Nord ont commencé à se retirer sous la pression des forces des Nations Unies, l'activité soudaine des unités de Ho Chi Min a pris un tel essor et une telle ampleur qu'elle constitue actuellement un danger pour les positions du gouvernement de Bao Dai et pour le gouvernement français en Indochine.

Les milieux responsables français d'ailleurs avouent que la situation n'a jamais été aussi critique dans les cinq dernières années de la guerre au Viet-Nam. Des luttes sérieuses sont menées dans la région du delta du Fleuve Rouge, dans les montagnes au sud-ouest de Hanoï et Haïfong et aux environs de ces villes. D'après les aveux français, les forces principales de Ho Chi Min ne sont plus de simple détachements de partisans, mais des unités militaires bien exercées et bien équipées, possédant même certaines nouvelles armes de production locale. Sous la pression de ces unités les troupes françaises et celles de Bao Dai se retirent sans que l'on puisse prévoir le terme de cette retraite.

Il s'ensuit que le problème du Viet-Nam représente, en ce moment, pour la France un problème militaire inquiétant et primordial qu'elle ne peut résoudre que difficilement étant donné ses obligations en Europe sur le plan international. Elle essaie d'aider en partie à la solution de ce problème en resserrant les liens avec Bao Dai. Mais, étant donné l'expérience passée, cette combinaison a peu d'espoir de succès. D'autre part, la situation internationale actuelle est telle que la France est obligée d'engager au Viet-Nam ses propres forces qui, relativement à la tâche — ainsi que le soulignent des personnalités françaises en vue — sont insuffisantes et n'offrent aucune garantie non seulement de remporter quelque succès mais ni de tenir jusqu'au bout.

De l'autre côté les problèmes sont d'une tout autre nature. Ils se résument en un seul: remportera-t-on

ou non la victoire finale. La réponse n'est pas facile, à donner. S'il s'agit d'un mouvement basé sur la conscience et les intérêts du peuple vietnamien c'est-à-dire, s'il est indépendant de toute puissance étrangère et de toute influence étrangère dans son développement, les probabilités de succès sont plus grandes. Mais, si ce mouvement est inspiré de l'extérieur, s'il fait partie de plans étrangers, alors on pourrait facilement dire que le succès de la première heure pourrait facilement se transformer en une défaite définitive.

Circulus viciosus

LA conjoncture de l'armement et la peur devant le manque de marchandises ont prévalu dans le monde. Les événements se changent avec une vitesse vertigineuse, au théâtre mondial et chaque nouveau moment sert de stimulant direct à la course de plus en plus accélérée en vue d'accumulation des articles clés, sans égard aux prix, aux nécessités journalières et au potentiel réel des industries auxquelles ils sont destinés. Les hausses subites de quelques centaines de dollars par jour et par tonne (caoutchouc, laine) ne réfrèment pas l'activité des acheteurs. S'almenter le plus rapidement possible et à des quantités maxima, voilà ce qui compte, car le prix des mêmes articles sera plus élevé dès demain déjà. Ce jeu dure déjà voilà cinq mois. Nous y voyons engagés non seulement des particuliers, non seulement de grosses compagnies et entreprises, mais même des agences officielles, les représentants puissants des grands Etats. Nous traversons une période de concurrence de tous contre tous. Personne n'est plus à même de contrôler les prix, et la marchandise va au plus fort financièrement. Le marché européen de l'acier est justement «balayé» par des achats américains si bien que le marché italien même, qui jouit de la réputation d'être le marché le plus cher est inondé par les acheteurs des Etats-Unis, achetant toute quincaillerie de consommation la plus élémentaire.

Avant le conflit de Corée les prix étaient déjà même élevés et les acheteurs s'abstenaient de compléter leurs stocks, attendant leur baisse certaine. Mais les réserves se sont

progressivement épuisées. Dans ces conditions existantes la crise à l'Extrême-Orient a surgi. Toutes les conjonctures prévues valables jusqu'alors ont perdu pendant la nuit leur importance. Sur les marchés et dans les bourses s'engagent des luttes pour l'étain, la laine, caoutchouc, le cuivre, le zinc, l'acier, le coton et maints autres produits. Et, bien entendu, les prix s'élevaient toujours de plus en plus. De tels sauts des prix dans un si court laps de temps ne sont pas de notre mémoire. Du 25 juin jusqu'à la fin du mois de novembre les hausses sont réciproquement enregistrées comme suit: zinc 141%, terpènes 120%, caoutchouc 119%, tôle d'acier 80%, tandis que la hausse d'étain de 77%, du plomb de 70%, du coton égyptien de 62% ou de laine de 54% ne paraît pas si intéressante.

Différentes organisations internationales ont essayé à vrai dire assez prudemment de mettre en cadence plus modérée cette danse féérique ce circulus viciosus. Depuis deux mois déjà l'Organisation pour la coopération économique européenne essaie de trouver une plateforme afin de régulariser le mouvement des produits et des prix sur les marchés par l'intermédiaire d'une entente internationale. De la solution de cette question la France conditionne son consentement à la mise en application ultérieure de la libération du commerce européen, rendant, de cette façon, incertaine l'existence même de l'Union de paiement européenne. Une délégation ministérielle française se trouvant à l'heure actuelle en Grande Bretagne, mène des pourparlers avec le Gouvernement britannique, afin qu'il consente à une collaboration dans ce domaine. Il est probable aussi que le Gouvernement des Etats-Unis invitera les représentants français et britanniques afin de s'entendre sur un nouveau système d'allocations des produits clés. Le Conseil des pays du Pacte Atlantique a envisagé aussi la question des prix et marchés accessibles afin d'une application plus facile de son programme triennal d'armement.

Mais tout cela est resté pour l'instant sous forme de pâle résolution, pendant que les prix augmentent toujours et que le danger d'inflation devient de plus en plus grand.

A PROPOS DU „RUSSOPHILISME“ DES PEUPLES YOUGOSLAVES ET DE LEURS „TRADITIONS RUSSES“

LES articles et les commentaires de la presse étrangère sur notre pays soulèvent encore toujours — bien que déjà moins fréquemment aujourd'hui, il est vrai, que tout récemment — la question du «russophilisme» des peuples yougoslaves ou du «russophilisme» du peuple serbe, en tant que question revêtant, ou pouvant revêtir, dans la situation actuelle des relations entre la Yougoslavie et l'U. R. S. S., une importance plus ou moins grande pour le développement intérieur de notre pays. Le problème du «panslavisme» est également soulevé comme une idéologie qu'appuie, ou qu'appuyait jusqu'à ces tout derniers temps, la direction de l'U. R. S. S. et qui, dans l'opinion de certaines personnes, continue à constituer un élément susceptible d'influer sur les rapports de la Yougoslavie avec les autres pays slaves. En soulevant ces problèmes, on évoque généralement le passé et on se réfère à des faits destinés à prouver que les sentiments prorusses et proslaves, sentiments profondément ancrés dans le peuple, ont joué un rôle considérable dans de nombreux événements de l'histoire politique des peuples yougoslaves et des autres peuples slaves. La croyance selon laquelle le russophilisme et le sentiment de la fraternité slave constitueraient également des éléments des relations actuelles entre les peuples slaves est entretenue aujourd'hui par la propagande soviétique et celle de tous les pays kominformistes, qui soulèvent cette question chaque fois que cela leur est nécessaire dans leur dessein de dénaturer les faits historiques ou de fournir une interprétation inexacte des événements actuels — par exemple quand il leur faut, pour nier le caractère révolutionnaire de notre lutte de libération nationale, l'expliquer par le «russophilisme», c'est-à-dire par les sentiments prorusses des masses du peuple yougoslave.

Les commentateurs étrangers emploient les termes de «russophilisme» ou de «slavophilisme» pour désigner une conception d'un sentiment collectif, d'une sympathie des masses du peuple pour le peuple russe ou pour tous les peuples slaves. Si la signification de ces termes est prise seulement dans ce sens, je pense qu'il est inutile de prouver d'une façon spéciale l'absence d'actualité des «problèmes» relevés par les commentateurs étrangers. En effet, s'il est exact que les sentiments prorusses des peuples yougoslaves et leur sentiment de la fraternité slave sont des phénomènes qui ont pu, dans un passé proche ou lointain, exercer une influence déterminée sur certains événements politiques, — (car on ne saurait nier le facteur subjectif dans l'histoire) — il est tout aussi exact que ces manifestations n'ont pas été, ne sauraient être un élément durable, un élément subsistant indépendamment de la durée et des changements survenus dans les conditions matérielles, sociales, économiques et politiques. Et il est évident que, dans les conditions politiques et les autres circonstances qui caractérisent actuellement les relations de la Yougoslavie avec les pays du Kominform, il n'existe aucune base matérielle pour des manifestations pareilles ou analogues. Toutefois, si nous abandonnons ce domaine assez incertain des sentiments collectifs pour examiner avant tout le développement des relations économiques, politiques et culturelles concrètes entre les pays slaves au cours d'une période de l'histoire assez longue, nous pouvons aboutir à certaines déductions qui nous ap-

prendront bien davantage que ne peuvent le faire les manifestations de sympathie ou d'antipathie passagère entre les peuples slaves.

En observant ces relations, nous constaterons que, pendant la période la plus récente de l'histoire, et surtout à partir du XVIIIe. siècle, certains pays slaves les ont mises à profit pour exercer une influence politique et culturelle plus ou moins grande sur les peuples des autres pays slaves, et que ces influences ont donné naissance, dans la vie spirituelle de chacun des peuples slaves, à certaines traditions politiques et culturelles liées aux autres pays slaves. Certaines de ces traditions sont devenues extrêmement fortes (par exemple les traditions d'affinité entre les peuples yougoslaves), tandis que d'autres sont demeurées plus faibles. L'influence politique et culturelle considérable exercée autrefois par la Russie a engendré à un degré plus ou moins grand chez plusieurs peuples slaves des traditions définies, liées au peuple russe. Ces «traditions russes» existent encore à l'heure actuelle chez les peuples yougoslaves. A la différence des sentiments «russophiles» inconstants, ces traditions représentent quelque chose de stable, quelque chose qui vit dans la conscience des peuples yougoslaves, indépendamment des rapports momentanés, politiques ou autres, ou bien — s'il s'agit de valeurs d'ordre culturel — quelque chose qui fait partie intégrante de la culture des peuples yougoslaves. Nous allons étudier ici ces «traditions russes» dans notre pays (en laissant de côté les traditions acquises au fur et à mesure des relations avec les autres peuples slaves) et nous essaierons de déterminer autant que possible, dans le cadre restreint de ce bref article, l'ampleur de ces traditions, leur contenu idéologique et leur importance pour la vie spirituelle des peuples yougoslaves.

EXAMINONS d'abord comment l'influence de la culture russe s'est exercée sur nos peuples au cours de l'histoire et combien cette influence a contribué à la naissance de «traditions russes» chez nous.

Au cours de toute leur histoire, les peuples yougoslaves ont subi l'influence de culture diverse. Au début du Moyen-Age, ils ont eu les contacts les plus suivis avec la culture gréco-byzantine d'une part et, d'autre part, la culture romane occidentale. Après l'invasion des Turcs, au début du XVe. siècle une partie du peuple a été soumise à l'influence de la culture turco-arabe. Pendant la Renaissance, les Yougoslaves ont été influencés, — et cela très fortement en certaines parties du pays, — par la culture italienne. A l'époque moderne, depuis le début du XVIIIe. siècle, les peuples yougoslaves ont entretenu des rapports étroits principalement avec la culture de l'Europe centrale et occidentale, et certains d'entre eux avec la culture russe. Chacune de ces différentes cultures n'a pu exercer son influence que parallèlement à l'avènement, dans les pays yougoslaves, de conditions sociales et économiques analogues à celles qui existaient dans les pays d'où rayonnait cette culture. Tout changement dans les conditions sociales et économique, toute modification de la position politique de nos pays par rapport aux autres entraînait la disparition ou l'affaiblissement d'une culture déterminée, à laquelle une nouvelle culture venait se subs-

tituer. Il ne faut pas perdre de vue que les influences culturelles se manifestaient en premier lieu dans le mode de vie, l'opinion et la création culturelle et artistique des classes régnantes de la société, que les éléments autochtones, nationaux, de la culture, qui vivaient et se développaient en tous temps dans le peuple proprement dit, se mêlaient aux différents éléments des cultures étrangères acquises et que c'est de cet entrelacement d'influences entre eux de ce processus d'assimilation qu'a surgi à chaque époque déterminée (et pour chacun de nos peuples séparément) une culture spécifique bien définie, fondée sur des idiosyncrasies nationales bien distinctes.

Par conséquent, si l'on veut établir le caractère général de la culture actuelle des peuples yougoslaves, on peut dire que cette culture (comme la culture nationale de chacun des peuples yougoslaves pris séparément) n'est pas le résultat de l'influence dominante de l'une ou l'autre culture nationale «supérieure» (grecque, italienne, allemande ou russe), mais que, formée au cours d'un processus complexe de développement historique de longue durée, elle a pris toutes les formes essentielles qui font d'elle une partie intégrante de la culture universelle commune à tous les peuples civilisés, tout en possédant les qualités particulières qui lui confèrent son caractère national spécifique — et qu'aujourd'hui, dans les conditions d'édification d'une société nouvelle, socialiste, elle revêt aussi tous les aspects d'une culture avancée, socialiste.

En ce qui concerne l'influence de la culture spécifiquement russe sur les peuples yougoslaves, nous pourrions en dire ceci :

Premièrement, cette influence n'a pas été égale chez tous nos peuples (sauf peut-être à une époque récente) aussi longtemps qu'elle s'est exercée par l'intermédiaire de l'église orthodoxe, c'est-à-dire pendant tout le Moyen-Age et jusqu'à la fin du XVIIIe. siècle; elle se fait sentir surtout parmi les Serbes, les Monténégrins et, indirectement, les Macédoniens, tandis que les autres peuples yougoslaves demeurent en dehors de cette influence. Deuxièmement, l'influence de la culture russe, aussi longtemps qu'elle s'est exercée par l'intermédiaire de l'église, n'a at-



Franjo MRAZ: DERRIERE LE TUNNEL DE MAYEVITZA
(dessin)

teint que des classes déterminées de la société, les ecclésiastiques en premier lieu, et ce n'est qu'exceptionnellement, surtout par suite des circonstances nationales et politiques spéciales existant et Voïvodina au XVIIIe. siècle, qu'elle fut subie également par la classe bourgeoise de cette région (où le serbeslavon était la langue littéraire). De la Voïvodina, elle se propagea à la Serbie et au Monténégro. La réforme linguistique opérée par Vouk vint enlever à cette influence une grande partie de son importance. Troisièmement, une influence plus profonde de la culture russe ne s'est manifestée (d'une manière déjà sensiblement égale chez tous les peuples yougoslaves) qu'à l'apparition de la littérature réaliste russe du XIXe-siècle et avec la propagation des idéologies sociales avancées des écrivains révolutionnaires, Tchernichevsky d'abord et plus tard Lénine et les autres marxistes russes.

Prise dans son ensemble, la culture russe en tant que culture des milieux gouvernants d'une société typiquement féodale, ne correspondait pas aux aspirations des peuples yougoslaves qui vivaient depuis des siècles en conflit perpétuel et souvent en proie à des luttes sans merci avec la machine sociale féodale turque ou germano-hongroise. Ce qui correspondait aux aspirations des peuples yougoslaves, ce n'était pas la culture gouvernante des féodaux russes mais cette culture russe progressiste qui s'est développée au cours du XIX. siècle dans la lutte des forces progressistes de la société russe contre l'absolutisme tsariste. Toutefois, cette influence de la culture russe n'a pas été prédominante dans la formation de la culture générale des peuples yougoslaves. Au contraire, on peut dire qu'à une époque plus récente, jusqu'à la Révolution d'Octobre, l'influence de la culture russe a été de beaucoup inférieure à celle de la culture allemande, italienne ou française.

Nous voyons donc que ce qui subsiste encore dans la culture yougoslave sous forme de «traditions russes» (après en avoir éliminé toutes les influences qui revêtent un caractère passager ou renferment des éléments ecclésiastiques) se réduit à deux facteurs principaux: 1) aux traces qu'ont laissées dans la littérature yougoslave contemporaine les grands écrivains réalistes russes, de Gogol à Tolstoï, Tchekhov et Gorki, alors que je crois qu'il est prématuré de parler de l'influence des auteurs soviétiques postérieurs; et 2) à l'influence, considérable sans aucun doute, des écrivains révolutionnaires russes du XIX. siècle sur le développement de la science sociale dans notre pays (depuis Svetozar Markovitch) et, comme conséquence de cette influence, sur la formation de la conscience sociale des peuples yougoslaves. Je ne mentionnerai qu'incidemment, étant donné son évidence, le fait que l'influence des grands écrivains réalistes russes n'a vraisemblablement pas été plus forte sur la littérature yougoslave que sur n'importe quelle autre, (tant il est vrai que les chefs-d'oeuvre de la littérature et de l'art sont des acquisitions communes à toute l'humanité, — c'est ce qui fait leur grandeur), et que nous ne devons pas davantage considérer ces grands écrivains révolutionnaires comme des écrivains exclusivement russes, car ils appartiennent à une communauté bien plus vaste, au mouvement ouvrier et démocratique international, à toute l'humanité progressiste. Seul le chauvinisme grandrusse aveugle peut concevoir l'idée de ramener l'oeuvre de Lénine, par exemple, aux dimensions exigües du cadre national russe.

VOILA, exprimée succinctement, la situation en ce qui concerne les «traditions russes» dans le domaine de la culture. Quant aux influences politiques, comment se sont-elles manifestées dans le processus de formation de ces traditions? Pour répondre à cette question, il faut jeter un coup d'oeil sur l'évolution des relations politiques entre l'Etat russe et les pays yougoslaves dans la période la plus récente de leur histoire, les relations politiques, qui, cela s'entend, ont

leur base économique dans la politique expansionniste de la Russie comme grande puissance.

Dans la longue lutte qu'ils ont menée pour s'affranchir du joug des Allemands, des Hongrois et des Italiens, les peuples yougoslaves asservis se sont tournés, jusqu'à la fin du XIXe. siècle, vers la Russie comme vers leur alliée naturelle. Pour les Serbes, les Macédoniens et les Monténégrins, l'élément religieux jouait aussi un grand rôle (appel à l'aide dans la lutte contre la conversion forcée à l'Islam ou l'incorporation dans les groupes uniates). Les espoirs fondés en la Russie furent particulièrement vivaces au XVIIIe. siècle, lorsque la puissance de l'Etat russe se mit à grandir rapidement. Cette époque vit développer chez nos peuples, surtout chez les orthodoxes, un véritable culte de la Russie tsariste et de ses souverains (Pierre le Grand était appelé chez nous le «Souverain de tous les Orthodoxes»). Cependant, la cupidité du régime tsariste, sa politique de conquêtes, ses marchandages avec les puissances étrangères au détriment des petits peuples balkaniques et le sacrifice des intérêts de ces peuples dans les moments les plus critiques de leur lutte eurent bientôt refroidi et dégrisé tous les peuples des Balkans. Au XIXe. siècle, ce culte des empereurs russes avait disparu chez les Yougoslaves.

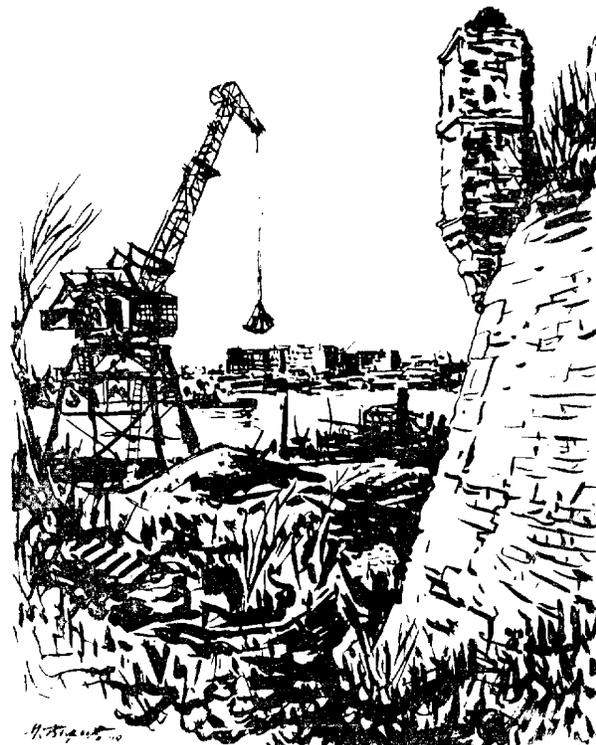
La situation ne s'est pas beaucoup modifiée, même après le changement de politique de la Russie dans les Balkans, dans la première moitié du XIXe. siècle, lorsque cette politique, qui était jusque là fondée sur l'idée de la solidarité confessionnelle, prit pour base l'esprit de clan slave. Les «slavophiles» russes, à l'exception de quelques révolutionnaires, furent les propagateurs de l'absolutisme russe comme l'avait été l'église orthodoxe russe.

Un tournant dans l'attitude des peuples yougoslaves à l'égard de la Russie tsariste se dessina nettement aux environs de l'année 1860, et surtout en 1863, pendant l'insurrection polonaise, lorsque même des membres des associations de la Jeunesse, panslaves ardents et jusque-là russophiles convaincus, se mirent à sympathiser avec les Polonais et même à s'engager comme volontaires dans les rangs des insurgés polonais contre la terreur de la Russie tsariste. A cette époque, le leader de la jeunesse yougoslave, Svetozar Markovitch, disait que «le sort du peuple serbe était lié à la Pologne et non pas à la Russie», et Jacob Igniatovitch écrivait: «La lutte de la Pologne est juste et noble et c'est par cette lutte qu'on obtiendra que le frère ne soit pas l'esclave de son frère: quand on est libre, il est facile de panser les plaies, il est facile de récupérer le sang versé». Notre premier socialiste, l'utopiste Givoïne Givkovitch, était le plus près du sentiment réel du peuple lorsqu'il donna à cette époque la définition suivante de nos relations avec la Russie: «1) Nos sympathies vont aux principes démocratiques en Russie; 2) Liberté civile et droits civiques, voilà ce que nous désirons pour nous-mêmes et pour la Russie. Ce n'est qu'avec une Russie pareille que nous romprons le pain de l'amitié». La déception causée aux peuples yougoslaves par la Russie officielle a aussi été décrite par Vassa Pélaguitch. Dans son «Histoire de l'insurrection en Bosnie-Herzégovine», nous trouverons des passages ainsi conçus: «... quiconque parmi les Slaves du Sud est le moins du monde évolué et compréhensif a perdu toute foi et tout espoir en la diplomatie et la politique russes et ne s'attend plus à ce qu'il résulte aucun bien pour lui des plans actuels et futurs des hommes politiques russes, car ces plans sont les conséquences nécessaires de la nature conquérante et des caprices despotiques des possédants russes. ... On se demande si un peuple peut être rendu heureux par de tels maîtres qui, dans leur propre Etat, maintiennent leur propre peuple dans l'esclavage et le malheur, qui persécutent comme des janissaires tous les amis honnêtes du peuple russe. ... Un Etat pareil, qui poursuit et étouffe chez lui, parmi ses propres citoyens, tout mouvement libre, toute liberté, toute pensée et toute parole juste et vraie, pourrait-il libérer quelqu'un?...»

Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis la moitié du XIXe. siècle, la tendance des peuples yougoslaves à une cohésion politique avec la Russie fait de plus en plus place à l'idée nouvelle de la solidarité de tous les Slaves sur la base des idées progressistes de liberté et de fraternité slaves réelles, sur la base des idées partagées en Russie par les hommes les plus avancés: les décembristes, les membres de la «Société des Slaves unifiés», Herzen, Tchernichevsky, etc. (Heizen, par exemple, a écrit: «Ce n'est qu'en se groupant en une Alliance des peuples libres et indépendants que le monde slave entrera enfin dans une existence véritable, une existence historique»). Cette idée de la solidarité de tous les Slaves s'est répandue en dépit de l'influence des «slavophiles» russes et à l'encontre des desirs du gouvernement russe qui continuait à mettre en vigueur la politique tsariste du rassemblement des peuples slaves sous l'égide du «grand frère russe».

L'idée de la solidarité slave a pris racine, dans sa forme progressiste, chez les peuples yougoslaves, plutôt sous l'influence des slavophiles tchèques et polonais avec lesquels les Yougoslaves (surtout ceux d'Autriche-Hongrie) entretenaient des relations étroites, que sous celle des Russes. (Massaryk, qui a exercé une influence incontestable sur les milieux intellectuels yougoslaves pendant les premières années du XIXe. siècle, n'était pas du tout russophile). La Russie des tsars, redoutant l'affaiblissement de la religion orthodoxe sur laquelle elle fondait son influence politique, s'est opposée à ce mouvement de tous les Slaves jusqu'aux dernières années de son existence. Elle s'est notamment montrée adverse, pendant la Première Guerre Mondiale, à l'unification des peuples yougoslaves (Accord de Londres de 1915, soutien de la dynastie monténégrine, etc.)

Par conséquent, si l'on veut parler de «traditions russes» politiques chez les peuples yougoslaves, il ne peut être question que de celles qui tirent leur origine des mouvements progressistes en Russie et sont fondées sur l'idéal de la fraternité des peuples slaves



Milorad TCHIRITCH: VUE DU KALEMEGDAN SUR LE NOUVEAU BEOGRAD (dessin)

libres et indépendants et sur celui de l'égalité et de la liberté des Slaves de l'Ouest et du Sud, ainsi que l'a préconisé Tchernichevsky, cet ardent combattant contre toutes les manifestations du chauvinisme russe du Grand Etat.

Ces autres traditions russes, réactionnaires, favorables au tsarisme, ne se sont pas maintenues, n'ont pu se maintenir chez les peuples yougoslaves. La meilleure preuve en est fournie par les essais tentés pour faire revivre ces «traditions» à l'époque de l'ancienne Yougoslavie, lorsque la Cour et les milieux dirigeants voulaient réprimer au moyen du «russophilisme» l'influence des idées vraiment progressistes et révolutionnaires qui, après la Révolution d'Octobre et comme résultat de l'activité du Parti communiste, s'enracinaient de plus en plus profondément dans notre peuple.

LA Révolution d'Octobre a ranimé la confiance dans la mission libératrice — non du peuple russe, cette fois-ci, mais de l'Union Soviétique, le premier pays du socialisme. L'internationalisme que le Parti communiste de Yougoslavie enseignait aux masses, réveillait leur conscience. Ce ne fut plus le «russophilisme», un sentiment prorusse platonique, mais la certitude de réaliser, avec l'aide de l'U. R. S. S., une libération nationale et sociale effective, qui conduisit les masses du peuple de Yougoslavie à tourner les yeux vers l'Union Soviétique et contribua à les préparer à répondre à l'appel du Parti communiste et à déclencher, en 1941, l'insurrection populaire.

Expliquer aujourd'hui comme essai de le faire la propagande soviétique, notre lutte de libération nationale par l'ancien «russophilisme» des peuples yougoslaves, l'expliquer, c'est-à-dire, par cela même qui a servi d'arme impuissante aux mains de la réaction yougoslave contre la révolution populaire et contre l'Union Soviétique, c'est faire preuve d'une méconnaissance absolue des conditions dans lesquelles s'est développée la lutte des classes en Yougoslavie, c'est falsifier, sciemment mais par trop sottement, des faits historiques dans l'intention de présenter sous un faux jour l'origine et l'évolution de la lutte de libération des peuples yougoslaves.

Nous sommes actuellement témoins d'une nouvelle désillusion des peuples yougoslaves. Il s'est avéré que la politique du Gouvernement soviétique à l'égard des peuples yougoslaves et des autres petits peuples (la politique de la «nation russe dirigeante») ne se distingue en aucune façon de la politique des régimes révolus de la Russie tsariste (de la politique du «grand frère russe»). La caste bureaucratique soviétique a foulé aux pieds toutes les idées progressistes des libertés socialistes et de l'égalité en droits des peuples, les idées de l'internationalisme vrai, et leur a opposé l'idée chauviniste du «génie russe» et du culte de l'Etat soviétique. Quant à l'idée de la solidarité slave que la propagande soviétique d'après-guerre avait également approuvée en paroles, elle n'était, pour les hégémonistes de Moscou, qu'un des moyens de leur politique d'asservissement et d'exploitation des peuples, slaves et autres. La Résolution du Kominform contre la Yougoslavie et les actes d'hostilité contre les peuples yougoslaves qui ont suivi cette résolution, ont exposé le vrai visage des détenteurs du pouvoir des Soviétiques et ont dissipé les dernières illusions qui pouvaient encore nourrir les peuples yougoslaves à l'égard de l'aide prêtée par l'U. R. S. S. à leur lutte pour l'édification d'une vie meilleure dans l'ordre socialiste. La bureaucratie soviétique s'est révélée, dans toute la brutalité qui lui est propre, dans les nombreux agissements monstrueux contre la Yougoslavie, comme l'ennemie déclarée de la grande lutte des peuples yougoslaves.

Si les peuples de Yougoslavie n'avaient pas possédé une conscience politique suffisamment élevée, si leur foi en l'idée socialiste et humaniste du progrès humain n'était pas aussi ferme et aussi inébranlable,

la réalité brutale qui leur est soudainement apparue eût peut-être été plus difficile à supporter, et la perte subite des illusions qu'ils nourrissaient au sujet des intentions bienveillantes de la direction de l'Union Soviétique et d'autres pays naguère alliés serait peut-être plus douloureuse qu'elle ne l'a été en fait. Mais, justement à cause de cette conscience élevée que le socialisme a développée dans les larges masses des travailleurs, la réalité brutale n'a fait que les aider à se libérer rapidement de ces illusions.

CE aperçu superficiel des relations politiques et culturelles des peuples yougoslaves avec les peuples de Russie nous suffit pour pouvoir établir, sur la base des faits exposés, même si ce n'est que dans leurs grandes lignes, le contenu et la signification des «traditions russes» qui se sont conservées chez nous dans la vie spirituelle et dans la conscience des larges masses du peuple. Comme nous l'avons vu, il s'agit de traditions qui tirent leur origine de la lutte des forces progressistes de la société russe contre l'ancien absolutisme, contre le chauvinisme et l'hégémonie grandrusse et en faveur des idées progressistes et humanistes de liberté et d'égalité des peuples et de leur émancipation nationale et sociale réelle. Ces traditions sont les seules «traditions russes» qui aient subsisté, car les autres n'ont pu prendre racine dans notre peuple.

Ce n'est pas par une «ironie du sort», comme on le dit habituellement, mais sur la base des lois précises de la dialectique de l'évolution et du progrès que ces «traditions russes» — qui vivent chez nous et dont la bureaucratie dirigeante russe en U.R.S.S. nie et rejette maintenant le contenu révolutionnaire — sont devenues une partie intégrante de notre vie, qu'elles ont pénétré la structure spirituelle générale au sein de laquelle se forme la conscience sociale du Yougoslave. Ce sont maintenant nos traditions. Et comme tout ce qui constitue l'idéologie progressiste que les révisionnistes ont abandonnée et trahie, ces traditions deviennent le bien commun des forces qui sont actuellement, dans le monde entier, les seuls tenants du progrès social. Selon la même loi dialectique, comme «négaration de la négation», ces «traditions russes» chez nous, leur contenu idéologique révolutionnaire, se retournent aujourd'hui contre ceux qui devraient en réalité en être les gardiens et les champions, se tournent contre les dirigeants du Parti et de l'Etat soviétique et la bureaucratie soviétique au pouvoir.

Si, depuis la Révolution d'Octobre jusqu'à ce jour, le développement social et toute l'activité sociale, politique, économique, culturo-artistique en Union Soviétique avaient été guidés par les idées avancées du marxisme-léninisme et avaient eu pour base une Weltanschauung scientifique, si une crise idéologique profonde ne s'était pas produite et si le révisionnisme n'avait pas fait son apparition dans la science sociale, les «traditions russes» dont nous parlons aujourd'hui ne se seraient certes pas manifestées comme un lien puissant qui unit et rapproche le peuple russe et nos peuples. Toutefois comme l'évolution sociale en URSS ne s'est pas orientée dans ce sens, mais a amené l'état de choses actuel dans lequel ont prédominé les tendances réactionnaires qui s'opposent aux principes fondementaux de la science sociale progressiste, il est précisément ces principes, ne sauraient, dans les conditions présentes, être le lien qui unit et rapproche, mais que ces traditions sont, au contraire, une des armes qui servent aux peuples yougoslaves dans leur lutte contre les tendances hégémonistes des chauvinistes grandrusses.

Cette dernière conclusion contient aussi une réponse aux commentateurs étrangers qui soulignent le «russophilisme» des peuples yougoslaves comme un des problèmes «d'actualité», qui est d'après eux susceptibles d'influer sur les relations existant entre notre pays et les autres pays slaves.

Vladislav RIBNIKAR

DE L'ONU

M. VICHINSKY DIPLOMAT ET M. VICHINSKY COMMERCANT

A LA session plénière de l'Assemblée Générale de l'ONU du 18 du mois dernier, dans la discussion sur le projet de la résolution de neuf pays se rapportant au programme de la paix, le secrétaire général de l'ONU Trigue Lie, a parlé et Mr. Vichinsky aussi. Il a critiqué le programme de Mr. Lie et en accusant par son discours la discrimination dans les relations internationales, entre autre il a dit:

«La discrimination: raciale, nationaliste, religieuse et économique ne peut être tolérée dans la société cultivée». Mr. Vichinsky, ensuite ce, surtout souligne. La discrimination dans les relations commerciales détruit la possibilité du développement des liaisons commerciales et il est connu que les liens d'affaires représentent le meilleur terrain pour la consolidation et le floraison de la paix. Nous estimons que la question de cessation de la pratique discriminatoire dans le commerce extérieur doit absolument s'exprimer dans le programme pour la réalisation de la paix. On ne doit pas penser sérieusement au programme de réalisation de la paix si certains pays — membres de l'ONU mènent une politique de discrimination dans les relations commerciales avec les autres pays.

La délégation soviétique estime que ce programme doit contenir les décisions dirigées vers l'encouragement universel du commerce entre les pays.»

Monsieur Vichinsky à cette occasion a lu son projet des propositions du programme de la paix dans lequel le point six du deuxième article impose exclusivement «le développement du commerce international sans discrimination, sur la base d'égalité et respect de la souveraineté de tous pays, sans ingérence dans les affaires intérieures des autres États.»

La délégation soviétique estime et propose. Ainsi et son chef parle à l'ONU. Quelle est la pratique des dirigeants de l'URSS dans les relations commerciales internationales? De ceci disent ces quelques données. Elles parlent des relations de l'URSS et des pays sous sa domination totale, envers un petit pays et par ses actions vraiment pacifique, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

TASS, le 31 décembre 1948 a publié que le commerce avec la

Yougoslavie par le nouveau traité commercial est réduit à un huitième ayant en vue la politique hostile que le Gouvernement yougoslave poursuit à l'égard de l'URSS.» Déjà avant, au mois de juin 1948, l'Albanie, sans doute sous la suggestion de l'URSS, rompt ses relations économiques avec la Yougoslavie. En même temps elle profite aussi de cette occasion pour «oublier» sa dette à la Yougoslavie s'élevant à 1.700.000.000 dinars (la Yougoslavie avait, plus de la moitié du budget albanais, couvert de ses propres moyens). Aussitôt après cela, les livraisons de certaines commandes yougoslaves en URSS et dans les pays du bloc orientale cessent, surtout le pétrole de la Roumanie et les machines de la Hongrie.

Au cours de 1949 les pays kominformistes refusent de renouveler les traités commerciaux en tant qu'on les respecte encore. La Hongrie non seulement obstinément résilie le traité, mais en plus elle refuse les millions de dollars reçus de la Yougoslavie comme avance pour la livraison de diverses marchandises. En même temps son Gouvernement ne répond pas aux obligations de paiement des réparations aux peuples yougoslaves se montant à 50 millions de dollars.

Parallèlement avec la rupture des rapports commerciaux il s'en suit la résiliation des traités d'investis-

sement de la part de l'URSS, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, la cessation de la livraison des machines payées d'avance par la Yougoslavie et ainsi de suite. Ces machines et autres marchandises ne sont pas encore livrées même au jourd'hui, ni l'argent rendu. Ainsi, par exemple, la Yougoslavie avait déposé plus de 770.000 dollars pour l'achat de six turbines, de la zone soviétique d'Autriche. Le commandement militaire soviétique a défendu la livraison de ces turbines, et l'argent encaissé par les dirigeants soviétique n'a pas été retourné.

A ceci on peut ajouter que la Yougoslavie avait dans le temps conclu 90% de l'import des biens capitaux en URSS et autres pays orientaux. Presque 50% de son commerce extérieur, était orienté vers l'URSS et les pays de l'Europe orientale, par conséquent l'URSS était dans une position qui lui permettait d'organiser le blocus économique contre la Yougoslavie, en espérant qu'elle l'isolerait en même temps du monde entier et la priverait des crédits, empêcherait l'import de marchandises et au moins dérangerait sérieusement ses relations commerciales. C'est-à-dire que l'URSS avait essayé contre la Yougoslavie d'appliquer le blocus économique par l'Orient ce qu'elle poursuit encore aujourd'hui.

D'où vient maintenant à Mr. Vichinsky le courage de se faire, aux forums internationaux, un propagateur pacifique et un maître d'honnêteté — de proposer la lutte contre la discrimination dans les relations commerciales internationales, quand en même temps, son oeuvre contre la Yougoslavie, les pires moyens et sans pareils dans la guerre économique — du blocus économique, d'une vraie complète agression économique.

En cette occasion et en bien d'autres il n'est pas difficile de constater la divergence expressive entre les paroles des diplomates de l'URSS à l'ONU et des actions de leur Gouvernement.



M. NIKOLAYEVITCH: DANS UN
ATELIER D'UNE COOPERATIVE

B. O. S.

LA VIE DE LA YUGOSLAVIE SOCIALISTE

Classification professionnelle des ouvriers et le principe des salaires „à chacun d'après son travail“

L'UATRE mois se sont écoulés depuis que le parlement de la Yougoslavie a discuté sur la nouvelle loi par laquelle la direction des entreprises en Yougoslavie passera aux mains des producteurs directs. Le maréchal Tito en ouvrant les pages de son exposé dans le silence solennel de la grande salle du parlement plus que pleine a exposé l'essence de la nouvelle loi et en même temps ouvert les nouvelles pages de la vie et de l'histoire de la classe ouvrière yougoslave.

A peine les travailleurs yougoslaves eurent-ils en mains la direction des entreprises dans lesquelles ils travaillent et par de modestes plaques commémoratives marqué ce moment solennel dans les usines, et ce dans les mines, dans les exploitations forestières et les économies de l'Etat que commença action importante qui ne peut être séparée du système de direction de l'économie par les travailleurs — la classification professionnelle des ouvriers sur la base de leur capacité professionnelle.

En quoi consiste son importance?

Par le règlement de l'instruction dans le métier et dans la profession des ouvriers on a introduit dans notre pays, et développé scientifiquement le système des branches de spécialités et de professions. La place dans la production qui revient à chaque ouvrier est fixée selon le degré de sa capacité professionnelle. Ceci devient un facteur important pour le développement futur de chaque ouvrier, un grand stimulant pour qu'il développe ses capacités créatrices et perfectionne ses capacités professionnelles. L'adjoint demi-manuel, manuel compétent, l'ouvrier indépendant, spécialiste, spécialiste supérieur, artisan en plusieurs branches sont autant de nominations que recevra chaque ouvrier d'après sa capacité professionnelle. (par exemple un fondeur de chaque branche individuelle disons métallurgique) Les organes de l'Etat décident des professions et branches qui peuvent exister. Les ouvriers sans capacité professionnelles exécutant les simples travaux physiques sont classifiés comme simples ouvriers.

La base du système entier des salaires qui sera adoptée après classification faite, devient la capacité professionnelle de l'ouvrier. Pour cela, le règlement a une très grande importance pour l'application future et le développement du principe so-

cialiste, que chacun soit gratifié d'après son travail.

Ce principe existait jusqu'à maintenant et était la base des salaires ouvriers. Les ouvriers sont divisés, en qualifiés, demi-qualifiés et non qualifiés. Cette classification étroite est devenue le frein du futur développement et spécialisation des ouvriers. En quoi se montrait-il? Prenons un exemple. Dans une mine, un bon mineur refusait, par exemple, d'occuper la place de surveillant, qui correspondait à sa capacité professionnelle et où il pourrait être plus utile à l'entreprise que comme un simple mineur. Pourquoi? Pour la simple raison que ses ressources, même si son salaire était plus grand, peut-être, que le salaire du simple mineur, seraient limitées seulement à ce salaire, car sa situation et sa nomination ne lui permettaient aucune possibilité de dépasser la norme et d'être par suite gratifié. Si on ajoute à cela que les directions de certaines entreprises ont essayé, d'attirer de nouveaux ouvriers en leur offrant plus grands salaires, ou par la voie de l'augmentation de salaires de retenir ceux qui désiraient partir (tout cela signifie que la capacité professionnelle, l'application des ouvriers et tout le reste étaient mis au deuxième plan, et qu'on tenait compte principalement quel salaire dans cette ou autre entreprise pour cet ou autre travail cet ouvrier obtiendrait, il serait encore plus clair de dire parce que le système de classification des ouvriers jusqu'à présent était incomplet.

Le nouveau règlement changera tout cela. Le salaire plus élevé est lié à une capacité supérieure. L'ouvrier ne sera désintéressé d'obtenir cette capacité supérieure ce qui signifie compléter sa capacité professionnelle.

Le règlement de classification des ouvriers et leurs instruction professionnelle est un grand apport à l'édification de l'emblème des travailleurs de la Yougoslavie socialiste, à la création d'un ouvrier d'un niveau professionnel élevé, instruit et cultivé, auquel l'Etat facilite le développement et l'instruction professionnelle et le gratifie d'après son apport à la communauté. On peut franchement dire, qu'à présent, dans le monde, on ne peut trouver un fait semblable de la loi, dans lequel il serait conséquemment introduit le principe de gratification des ouvriers d'après la capacité professionnelle, d'après le travail qu'ils fournissent.

Il est connu que le développement de l'industrie capitaliste est en même temps le processus de la «libération» de l'ouvrier de sa spécialisation et de sa fonction, le processus de sa transformation en simple accessoire de la machine. Dans ces conditions l'ouvrier non seulement ne développe pas sa capacité professionnelle, mais elle devient superflue. A présent, cependant, pas même dans les Etats, qui prétendent que les hommes les traitent comme socialistes, ne réalisent pas le principe de gratification chacun d'après son travail. De plus on peut dire que pour l'URSS et les pays sous son contrôle on peut appliquer la phrase de Marx, que même dans ces pays, le salaire du producteur s'établit «derrière son dos» En l'URSS «la société se divise de plus en plus en ouvriers salariés et en caste privilégiée sans scrupules, rouée, russée et brutale des capitalistes d'Etat bureaucrates. (M. Djilas) Ces derniers sans limites et sans contrôle disposent de l'excédent du travail des travailleurs. On ne parle même pas de conseils ouvriers ou de comités dirigeants pas de participation des ouvriers sous aucune forme dans le partage des produits du travail des travailleurs. La gratification d'après les classes des salaires sur la base du partage du travail et des groupes donne un large champs obstiné à l'ordre bureaucratique et aux salaires. Enfin, pour l'ouvrier salarié dans le capitalisme penche comme l'épée de Damoclès, la menace continue du chômage. Cette classe de bureaucrates, sur les dos du peuple des travailleurs, comme dit le camarade Djilas n'est elle pas inutile et superflue pour le fonctionnement du processus de la production et ce nombre d'ouvriers obligés par les mesures de force donnent la basse production du travail, plus basse encore qu'il serait possible suivant le niveau technique donné n'est ce pas en réalité la forme caché du chômage.

Et à la lumière de ces faits il faut examiner l'essence et la signification de la classification actuelle des ouvriers yougoslaves d'après leurs capacités professionnelles ce qui contribuera grandement qu'en Yougoslavie on applique encore plus régulièrement le développement du principe de gratifier chacun d'après son travail.

V. KRALJEVITCH

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

DEFINITION KOMINFORMISTE DU TERME
„TRIBUNE LIBRE“

ICI REGNE LA LIBERTE DE PAROLE — a été des principaux slogans qui ont dominé le «Congrès de la Paix» kominformiste à Varsovie. Quant au véritable sens du terme «Liberté de parole», ou du moins au sens qui lui est donné aujourd'hui dans le monde kominformiste, il a été défini par le représentant de l'Union Soviétique au Congrès, le journaliste Zaslavski.

Zaslavski a été amené à donner cette définition par suite de l'incompréhension montrée par le délégué américain John Rogge. Celui-ci s'est rendu au Congrès avec la conviction erronée que l'on sous-entend par ce terme, non seulement la liberté de dire ce que l'on pense de la politique américaine, mais aussi la liberté de dire ce que l'on pense de la politique soviétique. Illusionné par ces convictions, il dit ce qu'il pensait. Il dit que la concentration de la puissance politique en URSS l'inquiétait davantage que la concentration de la puissance économique aux Etats-Unis. Il dit que les dirigeants de l'URSS désiraient maintenir sous leur contrôle tous les mouvements progressifs de toutes les parties du monde. Il dit enfin — et cela fut le pire — que l'assimilation, de la part du Kominform, du progrès avec la politique des dirigeants soviétiques provoque l'affaiblissement et le partage des forces progressistes du monde.

Cette constatation provoqua la colère de Zaslavski. Il prit la parole pour donner une bonne leçon à Rogge.

«Ceci est une tribune libre» — lui expliqua-t-il — «une tribune libre où l'on ne doit pas parler de division du monde, mais d'unité».

Maintenant l'affaire est claire. Maintenant Rogge sait et nous savons également: la tribune libre, d'après la définition donnée par le Kominform — est celle d'où l'on doit dire ce que désirent entendre les organisateurs des discours de cette tribune, et non ce qu'ils ne désirent pas. En d'autres termes: de cette tri-

bune on peut dire librement tout ce qui est en faveur de la politique des dirigeants de l'URSS, et on ne doit rien dire qui puisse monter cette politique sous sa vraie face.

Ainsi parla Zaslavski. Il est un des grands-prêtres de la religion kominformiste et sa parole fait loi pour les kominformistes. C'est pourquoi tous — après que Zaslavski leur eut expliqué ce qu'il faut et ce qu'il ne faut pas dire — au cours de leurs discours à la «tribune libre» de Varsovie exaltaient le mouvement des partisans de la paix et faisaient ressortir sa soi-disant unité (dont il fallait beaucoup parler pour faire croire au monde qu'elle existe) et évitaient de faire la moindre allusion quant au but kominformiste (dont il ne faut pas parler afin de l'atteindre plus facilement) et qui consiste à diviser le monde en deux camps inconciliables, après quoi les deux puissants chefs de ces camps pourront à eux deux, sans l'intervention de personne, résoudre la destinée du monde.

LES SENSATIONNELLES MEMOIRES DE GUERRE du colonel Getman — du fameux collaborateur militaire de l'organe du P. C. bulgare «Rabotničesko Delo», qui a essayé de nous convaincre que les forces yougoslaves de la Libération Nationale, pour avoir empêché les troupes bulgares de piller les villages yougoslaves, aidaient activement Hitler — se sont transformées en roman à épisodes.

Dans le dernier épisode qui nous est connu, celui du 16 novembre, ce colonel nous découvre encore d'autres moyens employés par les Yougoslaves pour aider Hitler. Une attention particulière est consacrée à un moyen particulièrement honteux: l'aide indirecte par l'intermédiaire de l'Armée bulgare.

Les Yougoslaves, d'après la version de Getman, ont refusé d'entreprendre avec la XVIIème Division bulgare une action commune contre

les Allemands; ceci a obligé les Bulgares de permettre aux hitlériens de se retirer.

Enfin, pour expliquer toute l'affaire, le colonel bulgare ajoute: «L'attitude lâche des titistes a forcé la XVIIème Division bulgare à ne pas s'opposer à la retraite des Allemands au moment où elle avait assez de forces pour le faire.»

La conclusion de l'histoire du colonel Getman est simple: «Le refus des titistes de mener une action commune a favorisé aux Allemands de nouveaux succès».

Dans cette conclusion, ainsi que nous le voyons, il n'est pas question de l'aide fournie aux Allemands par l'action de la XVIIème Division qui leur a permis de se retirer, bien que celle-ci disposa, ainsi que l'avoue le colonel Getman, de forces nécessaires pour l'empêcher.

LES CHEFS DE LA PROPAGANDE KOMINFORMISTE ont tiré beaucoup de profits de leurs anciennes fautes. En ce qui concerne le truc qu'ils ont employé relativement au cas de l'ancien ministre yougoslave Sreten Jouyovitch, il faut avouer, qu'étant donné la position difficile dans laquelle il se trouvait, il est des plus heureux.

Lorsque cet ancien ministre des finances, qui avait été arrêté pour ses liaisons illégales avec les organes soviétiques, fut mis en liberté et que la presse yougoslave eut publié sa déclaration qu'il était convaincu que le Parti Communiste Yougoslave avait raison, la presse kominformiste n'en a pas soufflé mot pendant quelques jours, car les centres de la propagande kominformiste ne pouvaient pas inventer immédiatement une explication à ce désagréable événement. Enfin ils trouvèrent la solution. La presse kominformiste n'a publié ni la nouvelle de la mise en liberté de Jouyovitch ni sa déclaration (afin de ne pas être obligés de les commenter) mais elle annonça tout simplement sa mort. La nou-

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

velle n'a pas été communiquée officiellement de Moscou, mais habilement publié d'abord dans le «Tribuna ludu» de Varsovie, comme émanant du correspondant de Vienne! Ensuite elle a été répétée par tous les journaux kominformistes du monde, avec la mention obligatoire qu'elle a été tirée du «Tribuna Ludu» et qu'elle émane du correspondant de ce journal à Vienne.

Ainsi pour eux l'affaire est conclue et rangée.

Dans les pays non-kominformistes, où le restant de la presse annoncera que la nouvelle de la mort de Jouyovitch est une invention, les journaux kominformistes ne publieront pas de démenti et ne devront pas s'excuser devant leurs lecteurs pour une fausse information. La nouvelle ayant été, d'ailleurs, ainsi qu'il avait été mentionné, tirée du «Tribuna Ludu».

Dans les pays kominformistes les journaux ne devront même pas tenir compte du fait qu'il a été prouvé que Jouyovitch est vivant. Ils ont annoncé sa mort — point final. Personne n'affirmera le contraire, car dans ces pays il n'existe pas d'autres journaux à part les journaux kominformistes; quant à la radio — il existe des stations pour gêner les émissions étrangères. La presse ne reparlera jamais plus de Jouyovitch.

En un mot: pour quelques-uns qui ont publié une fausse information, il n'existe aucune responsabilité car ils se sont mis à l'avance à l'abri, se cachant derrière le correspondant anonyme de «Tribuna Ludu»; pour les autres, étant donné que personne ne peut les démentir, Jouyovitch n'existe plus. Et le truc est joué. Mais ce truc est une nouvelle preuve que la presse dans les pays kominformistes trompe les masses populaires.

UNE BELLE SUGGESTION AUX REVOLUTIONNAIRES que la police recherche est donnée par le «Temps nouveau» moscovite dans son deuxième numéro de novembre.

Ainsi que l'annonce Radio Budapest, cette revue a publié un article intitulé «Qui est la clique de Tito?», la phrase suivante qu'elle donne comme preuve de l'action non-révolutionnaire de la «clique de Tito»: «Tandis qu'en Yougoslavie régnait la

terreur de l'envahisseur... Tito habitait dans un quartier bourgeois, dans la rue de Roumanie.

Le conseil que les «vrais» révolutionnaires de «Temps nouveau» envoient ainsi aux révolutionnaires des pays opprimés s'exprima donc: si vous voulez que nous, dans le pays dirigeant, vous considérons pour de vrais révolutionnaires, ne préparez pas le soulèvement populaire ainsi que l'a fait le P. C. Yougoslave dont les membres se réunissaient dans les

villas de Dedinje où la police ne passe que rarement; mais réunissez vous dans les taudis où la police fait des descentes chaque nuit. Ainsi vous aiderez de votre mieux à la victoire du socialisme: la police vous arrêtera, votre soulèvement échouera, et un jour arrivera l'Armée de l'URSS pour libérer votre pays — ce qui doit être le but des efforts de tout véritable révolutionnaire dans le monde.

D. T.

LETTRES A LA REDACTION

L'APPORT DE MONSIEUR GREGOR

DANS le dernier numéro 13 — de la revue «Politique Mondiale de novembre vous avez publié le commentaire intitulé «le résultat d'une contrainte» sur le traité commercial quinquennal tchéco-soviétique. A ce commentaire je voudrais ajouter une observation.

Les formes et méthodes des relations de soumission et d'exploitation sont très variables. Elles sont toujours en liaison la plus étroite avec le degré de développement des forces productrices — en tant que comme pays exploité que comme pays exploiteur. Les forces exploitées se sont toujours efforcées de cacher le mieux possible ces méthodes et formes.

Aujourd'hui nous avons la possibilité de nous rencontrer avec les méthodes, très brutales, que l'URSS applique dans ses relations internationales envers les pays sous sa domination en raison du degré bas du développement de la puissance productrice de l'Union Soviétique. Ces formes sont toujours dans le processus de déploiement et ne sont pas égales par rapport à tous les partenaires. Elles représentent le mécanisme compliqué des relations et dans ces détails on pénètre seulement temporairement et en général par voie intermédiaire. De cette façon Monsieur Gregor, le ministre tchécoslovaque du commerce extérieur, dans sa déclaration faite à l'occasion de la signature du traité quinquennal tchéco-soviétique nous a découvert un détail intéressant. Ce détail est déjà connu, mais nulle part et jamais il n'est avoué par le Gouvernement soviétique ni par les Gouvernements sous sa domination. Par suite il est caractéristique comme l'apport authentique pour expliquer la pratique dans les relations économiques introduites par le Gouvernement soviétique.

D'après le nouveau traité le poids des livraisons tchécoslovaques pour l'URSS tombe sur les machines

lourdes, l'équipement des usines et le matériel de chemin de fer. Suivant la déclaration de Monsieur Gregor, le traité contient une disposition d'après laquelle la Tchécoslovaquie doit diriger la livraison de ce matériel par ordre de l'Union Soviétique, aussi aux autres pays. Alors, l'Union Soviétique s'est assurée par traité le rôle d'intermédiaire dans le commerce extérieur tchécoslovaque c'est-à-dire, le droit de diriger d'une partie de l'échange tchécoslovaque avec l'étranger.

En est-on arrivé à cela par suite de l'incapacité de la Tchécoslovaquie de faire seule et directement cet échange avec l'étranger ou cette disposition signifie l'extension du contrôle sur le commerce extérieur tchécoslovaque, la perte de l'indépendance de la Tchécoslovaquie dans les transactions du commerce extérieur? Monsieur Gregor n'explique pas. Mais cela ne diminue nullement l'importance de son apport involontaire à la meilleure compréhension de la pratique «socialiste» des relations économiques dictées par les dirigeants de l'URSS.

Milenko VLADISAVLJEVITCH

Revue de la
**POLITIQUE
MONDIALE**

est une revue bi-mensuelle éditée par l'Association des Journalistes Yougoslaves

★
Abonnement annuel: 800 frs. fcs.

★
Les abonnements sont reçus à l'Association des Journalistes Yougoslaves, Terazije 31, Beograd III.

★
(Compte — courant Banque Nationale FNRJ No 103-906033)
Boîte postale 125